

# **Géopolitique de la Méditerranée**

**Un territoire de conflits économiques, politiques, religieux,  
environnementaux et humanitaires**

**Jacques Fontanel**

**Cesice**

**Travail de recherche**

## Résumé

La Méditerranée est un lieu de contact et d'interpénétration de nombreuses cultures et religions, avec une influence considérable sur les civilisations modernes et les valeurs véhiculées par le monde contemporain. Dans l'histoire de la pensée, la Méditerranée a souvent été considérée comme le centre du monde. Il a été le théâtre de nombreuses guerres, conflits et vagues de migration. Elle avait des colonisateurs et des pays colonisés. Son patrimoine politique, religieux et philosophique est à la fois immense, mais également hétérogène et souvent conflictuel. Son poids économique est en baisse vis-à-vis des pays émergents et son poids démographique a augmenté, malgré les guerres, avec de fortes divergences selon les pays limitrophes. Du fait même de son intérêt stratégique, le poids du secteur militaire est important et toutes les grandes puissances cherchent à accroître leur influence. Les pays du sud de la Méditerranée se méfient de l'Union européenne. Il existe cinq défis importants pour la paix en Méditerranée, qui concernent la production et la vente d'hydrocarbures, la rareté de l'eau, les situations de pollution et de l'environnement, les vagues de migrations, les problèmes cruciaux d'un développement économique inégal entre le Sud et le Sud. Nord . La "guerre" de civilisation peut éclater dans cette zone où sont nées les valeurs humanistes philosophiques et démocratiques.

## Summary

The Mediterranean is a place of contact and interpenetration of many cultures and religions, with considerable influence on modern civilizations and the values conveyed in the contemporary world. In the history of thought, the Mediterranean has often been considered the centre of the world. It has been the scene of many wars, conflicts, waves of migration. She had colonizers and colonized countries. His political, religious and philosophical heritage is at once immense, but also heterogeneous and often conflicting. Its economic weight is declining vis-à-vis the emerging countries and its demographic weight has increased, in spite of the wars, with strong divergences according to the bordering countries. By the very fact of its strategic interest, the weight of the military

sector is important and all the great powers seek to increase their influence. The countries of the South Mediterranean remain wary of the European Union. There are five important challenges for peace in the Mediterranean, concern the production and sale of hydrocarbons, the scarcity of water, the situations of pollution and the environment, the waves of migrations, the critical issues of an unequal economic development between the South and the North. The "war" of civilization can break out in this zone in which humanistic philosophical and democratic values were born.

La Méditerranée est un lieu de contact et d'interpénétration de nombreuses cultures et religions, aux influences considérables sur les civilisations modernes et les valeurs véhiculées dans le monde contemporain. Longue de légèrement moins de 4000 kilomètres et large de plus de 700 kilomètres, elle est aussi accessible depuis toutes les parties du globe via le détroit de Gibraltar et le canal de Suez. Les îles<sup>1</sup> constituent un ensemble territorial dont la superficie additionnée de 100 000 km<sup>2</sup> est équivalente à celle du Portugal ou de la Grèce, elles sont habitées par 11 à 12 millions de personnes. Les riverains de la mer Méditerranée bénéficient d'une situation géographique exceptionnelle, grâce à un climat doux et ensoleillé. Elle a été le lieu d'émergence de l'idée de la démocratie, les civilisations qu'elle a vu naître ont favorisé la diffusion de la pensée philosophique et scientifique, elle a inauguré de nombreux grands travaux publics, elle a connu l'essor du commerce international et des échanges maritimes divers. Après le souffle humaniste des civilisations égyptienne et grecque, l'Empire romain a d'abord contrôlé toutes ses rives (et même les arrières pays), avant d'être concurrencé et remplacé partiellement par les conquêtes arabomusulmanes, et par l'importance politico-économique des « cités États » (Venise et Gênes), gérantes d'un vaste réseau de comptoirs formant un système économique intégré. En 1869, avec l'ouverture du canal de Suez, la mer Méditerranée est aussi devenue une route de transit stratégique entre l'Europe, le Moyen-Orient et l'Asie orientale. Aujourd'hui, le tiers du fret maritime et le quart du trafic mondial des hydrocarbures en provenance du Golfe persique et de l'Arabie Saoudite empruntent ses chemins. Le trafic entre pays riverains ne représente que 20 % du trafic total de la Méditerranée, ce qui souligne le fait qu'il s'agit d'abord d'une route de passage, les liens économiques entre les pays aux rives communes étant souvent réduits au tourisme et au transport des hydrocarbures.

La représentation globale et unitaire de la Méditerranée n'est pas justifiée par les réalités géopolitiques. Le concept de « Mare Nostrum » est réducteur, car il néglige les fortes influences qui proviennent de la Mer Noire, du Moyen Orient, de l'Afrique (au regard de la profondeur des Etats d'Afrique du Nord dans ce continent), ou même du bassin de la mer Caspienne et de l'ouverture vers les océans. La Méditerranée souffre de fortes disparités de développement Nord/Sud, de conceptions politiques hétérogènes des Etats, d'une instabilité récurrente dans les Balkans, de relations intercommunautaires délicates à l'intérieur des pays (Palestiniens et Israéliens, Serbes et Bosniaques, Macédoniens et Grecs, coptes et musulmans d'Egypte, etc.), de l'instrumentalisation de l'Islam à des fins politiques, des rivalités et des tensions politiques et religieuses au sein même du monde arabe, de la pression exercée par les échanges commerciaux de l'énergie et par les pollutions communes au voisinage des frontières, etc. Cependant, les relations entre Etats riverains de la Méditerranée ne peuvent se résumer ni à un affrontement Nord-Sud, ni à un choc religieux entre la civilisation judéo-chrétienne et l'Islam, même si les Croisades, le colonialisme, le conflit israélo-palestinien (dont la nature territoriale n'est sans doute pas suffisamment mise en avant) et les violences du Djihad en ont souligné à l'excès les traits.

Pour comprendre la géopolitique et la géoéconomique du bassin méditerranéen, il est nécessaire d'analyser son héritage politique et religieux, de souligner l'hétérogénéité du développement économique de ses riverains, d'insister sur l'étendue de la militarisation de cette mer « chaude », de rappeler les stratégies évolutives des grandes puissances, et

---

<sup>1</sup> Les îles de Méditerranée sont intégrées dans l'espace économique de l'Union européenne, à l'exception des îles tunisiennes et turques, ainsi que de la République turque de Chypre Nord (RTCN).

d'attirer l'attention sur de nouveaux risques susceptibles de créer de nouveaux griefs interétatiques.

## **L'héritage politique, les religions et les civilisations**

La Méditerranée a accumulé les strates de civilisations qui se sont succédées ; elle a fait de nous « les dépositaires d'un héritage où l'alphabet fut phénicien, le concept grec, le droit romain, le monothéisme sémite, l'ingéniosité punique, la munificence byzantine, la science arabe, la puissance ottomane, la coexistence andalouse, la sensibilité italienne, l'aventure catalane, la liberté française et l'éternité égyptienne»<sup>2</sup>.

Dans l'histoire des pensées, la Méditerranée a souvent été considérée comme le centre du monde, même si les analystes oublient un peu trop vite ce qui se passait, au même moment, sur d'autres continents, notamment en Asie. Cette représentation d'une centralité universelle est fondée sur une histoire et une géographie spécifiques, qui ont favorisé les rencontres et les confrontations entre les religions, avec l'émergence de croyances polythéistes, puis monothéistes, de royaumes chrétiens, de dynasties arabes, de sultanats ottomans et de pays colonisés ou colonisateurs. La Méditerranée a été le lieu de nombreuses guerres, conduites par des chefs désireux d'élargir leur puissance politique, d'accaparer les richesses des territoires voisins ou d'imposer, par la force, la croyance et la pratique d'une seule religion. Elle a connu sur son sol des processus de colonisation et de décolonisation, elle est encore aujourd'hui un lieu de luttes politiques et sociales incessantes qui concernent et inquiètent l'ensemble des Etats du monde. L'importance des guerres et des griefs héréditaires entre les pays qui la composent semble dominer l'histoire de la Méditerranée, avec l'existence d'accords et d'alliances mouvants entre les Etats et l'existence de lignes de fractures et d'amitié politiques, sociales et culturelles. Relativement précaires. La mer « bleue » a été le creuset des organisations commerciales internationales, elle a été une route d'échange économique et culturel efficace, grâce à ses nombreuses îles ou péninsules qui la rendent d'autant plus maîtrisable que les navigateurs ne sont jamais situés à plus de 350 kilomètres d'une côte.

Récemment, l'Union pour la Méditerranée organisée par l'Union européenne a proposé d'engager un processus d'unité, mais les oppositions se sont avérées, sans surprise, trop fortes pour qu'il ne relève pas aujourd'hui de l'utopie. S'il existe un héritage commun entre les riverains, il se situe d'abord sur des bases trop fragmentaires et contestées, comme le monothéisme (qui conduit parfois aux guerres de religion) ou les échanges commerciaux (qui souffrent des turbulences géopolitiques). La Méditerranée est le berceau des trois religions monothéistes, mais celles-ci n'ont pas été particulièrement charitables et pacifiques les unes par rapport aux autres.

Les échanges commerciaux ou les coups de canon ont scandé l'histoire de la Méditerranée. Les disparités des pays riverains sont considérables en termes de niveaux de vie, de transition démographique, de religions à l'intérieur même de chacune des religions monothéistes, de modes de vie et de rapports sociaux. Les Etats laïcs souffrent de leurs relations avec les religions, les Etats théocratiques refusent, réduisent ou fragilisent les autres cultes et pratiques religieux. Les pays du Sud de la Méditerranée commercent très peu entre eux, à la fois du fait de leurs conflits frontaliers récurrents et de systèmes de productions comparables, ce qui ne facilite pas les échanges. La frontière entre l'Algérie et le Maroc est fermée depuis 1994, comme c'est aujourd'hui le cas entre Israël, le Liban et la Syrie. Toutes ces oppositions sont autant de freins au développement culturel et économique de ces pays. Enfin, les relations entre l'Europe et le monde arabo-musulman se limitent trop souvent à des échanges commerciaux « obligés », avec des ressentiments violents de part et d'autre, en relation avec la colonisation<sup>3</sup>, l'islamisme radical, le terrorisme, les migrations « envahissantes », les résistances sociales à la modernisation des

---

<sup>2</sup> Maïla, J. (1997), « Mare Nostrum », Etudes, Février, page 4

<sup>3</sup> Il faut rappeler que l'Empire ottoman a lui-même « colonisé », périodiquement, la face Est de l'Europe. En fait, il exerçait un pouvoir politique et religieux, sans être en mesure d'engager un processus de développement économique, ni pour les pays sous sa domination, ni pour lui-même. Dans le cas contraire, si la colonisation par les pays européens engendrait des changements juridiques et économiques (marchés d'exportation), il était aussi plus exigeant dans l'exploitation des travailleurs autochtones.

sociétés, le respect des droits de l'homme, le statut accordé aux femmes ou l'essor des valeurs démocratiques.

L'histoire de ces deux derniers millénaires témoigne que la Méditerranée est un espace stratégique, dans lequel les philosophies religieuses (ou leur interprétation) et la quête de territoires ont conduit aux conflits internes, aux guerres et à l'exercice de la menace et de la domination. Le conflit israélo-palestinien continue à envenimer l'atmosphère du Sud-Est de la Méditerranée, en dépit de la reconnaissance par l'ONU de la Palestine comme Etat (novembre 2012). Le conflit et la partition de Chypre ne connaissent aucune avancée, avec une Chypre turque isolée et reconnue par la seule Turquie. La guerre civile en Syrie s'est étendue à l'Irak, elle a fragilisé tous les Etats de la région. Si la force de Daech est en voie de disparition, au moins sous sa forme quasi étatique, les dégâts humains, moraux, économiques et patrimoniaux de la sauvagerie de ses actions sont d'une ampleur considérable que seul l'avenir pourra peut-être estimer. Les conflits entre l'Arabie Saoudite, le Qatar et l'Iran et la guerre au Yémen ne sont pas sans effet sur les pays du littoral méditerranéen. Après le printemps arabe, les Etats, en situation « post-révolutionnaire », souffrent d'une grande instabilité, surtout en Libye, mais aussi à des degrés moindres en Tunisie et en Egypte, pays dans lequel s'installe un nouveau pouvoir fort, analysé parfois comme une dictature validée par les urnes et soutenue par les grandes puissances occidentales. Les rapports entre l'Algérie et le Maroc restent toujours aussi froids et méfiants, au regard de leurs positions respectives concernant le Front Polisario<sup>4</sup>.

Pour compliquer encore la situation, le droit international de la mer ne s'applique pas toujours dans la Méditerranée, car il n'existe que peu d'accords concernant les délimitations maritimes entre les Etats. Plusieurs différends restent en suspens, concernant notamment l'espace maritime entre la Grèce et la Turquie, mais aussi entre Chypre, le Liban, la Palestine, l'Égypte et Israël, pour le contrôle des réserves de gaz et de pétrole offshore. Enfin, trois passages stratégiques d'importance mondiale sont constamment sous haute tension, notamment le Canal de Suez avec la crise égyptienne, le détroit de Gibraltar avec les désaccords entre l'Espagne et le Royaume-Uni et le détroit du Bosphore avec le rattachement de la Crimée à la Russie. Toutes ces questions n'ont, pour l'instant, aucune solution rationnelle. Seule la négociation est susceptible de définir une solution acceptable par toutes les Parties, mais cette perspective n'est pas présente dans les objectifs des Etats concernés, dont les griefs réciproques constituent des obstacles jugés aujourd'hui insurmontables, ce qui conduit inéluctablement à un statu quo agressif ou revendicatif. Tous les Etats du Sud de la Méditerranée ont fait de l'Islam la religion officielle ou officielle, à l'exception du Liban, pays dans lequel les chrétiens exercent une influence indéniable, mais déclinante depuis au moins deux décennies. Cependant, si l'Islam est le fil conducteur de la gouvernance officielle, les interprétations de son rôle et de ses rites sont souvent divergentes, entre le Maroc dont le Roi est le commandeur des croyants, la Tunisie où le chef d'Etat doit être musulman, la Libye dont la législation est fondée sur la charia (mais qui ne dispose plus aujourd'hui de constitution) ou la Syrie dont le chef d'Etat, en situation de guerre civile, est alaouite (une branche du chiisme), évidemment soutenu par l'Iran. La Turquie est un pays constitutionnellement laïc, mais l'Etat organise, finance et contrôle la communauté des croyants. De ce fait, la religion est mise sous tutelle de l'Etat, ou inversement. Dans ces conditions, le dialogue avec les Etats laïcs du Nord de la Méditerranée n'est pas toujours très fluide au regard de certaines valeurs démocratiques et des références aux Droits de l'Homme qui n'entrent pas les croyances ou les pratiques du monde musulman conservateur.

La situation géopolitique de la Méditerranée est souvent confuse, irrationnelle, aléatoire, dangereuse, au gré des alliances nouées avec des gouvernements souvent en situation instable. Le gouvernement américain est de plus en plus impliqué dans une zone qui développe de nombreuses organisations islamiques capables de s'attaquer aux Twin Towers de New York, de s'implanter en Syrie ou en Libye, avec le soutien plus ou moins

---

<sup>4</sup> Fin 2015, à la demande du Front Polisario, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a annulé l'accord de libre échange agricole entre le l'Union européenne et le Maroc en ce qui concerne le Sahara occidental. À la suite de cet arrêt, le Maroc a annoncé la suspension de ses contacts avec l'Union européenne. Aujourd'hui, il est difficile de mesurer la force réelle du Front Polisario que le Maroc présente comme un simple appendice des services secrets algériens, présentation qui n'a donc pas été retenue par les magistrats européens.

clandestin des pays pétroliers arabes<sup>5</sup>. La puissance fanatique des réseaux islamistes et l'audience dont ils disposent ne sont pas à négliger, même dans les familles qui ont immigré en Europe occidentale et en Amérique du nord. Ces groupes, qui se réclament d'un Islam combatif et monopoleur, dénoncent la violence du colonialisme, du néo-colonialisme et l'application des droits universels de l'homme qui leur semblent parfois contredire les préceptes divins. Dans cette conception, seule la guerre sainte, le Djihad, peut anéantir la mécréance satanique des valeurs occidentales. L'idée de remplacer le « lac américain » (Méditerranée) par un « lac musulman » serait la première étape de ce projet. Cependant, l'islamisme n'a encore rallié qu'une petite minorité de la population musulmane, laquelle est divisée, sur les bords de la Méditerranée, en plusieurs groupes. De l'Algérie à la Turquie, les groupes islamistes ont plus tué de musulmans que d'individus de confessions ou de valeurs philosophiques différentes. C'est le paradoxe de cette quête religieuse renouvelée.

Le ressentiment constitue le premier facteur d'insécurité de la Méditerranée, ce qui rend difficile la mise en pratique d'un partenariat euro-méditerranéen, pourtant appelé de leurs vœux par nombre d'analystes de la paix. En 1995, dans le cadre du Processus de Barcelone, le gouvernement espagnol avait proposé la construction d'un partenariat entre les pays européens riverains de la Méditerranée, avec des résultats mitigés. En 2008, à Paris, l'Union pour la Méditerranée a été mise en place en vue d'engager un processus d'unité d'action entre les pays riverains. Le Sommet, consacré aux projets économiques et écologiques portant sur la gestion de l'eau (dessalement de l'eau de mer), la dépollution des sites côtiers, la mise en place d'un marché commun de l'énergie, le bouclage des réseaux électriques, la création d'une banque d'investissement dans les pays du Sud, la coopération audiovisuelle (Médiamed) et les échanges universitaires, se proposait aussi d'améliorer la sécurité de la zone, avec des coopérations concernant la surveillance maritime, la protection de l'état de droit, le respect des droits de l'homme et la gestion des flux migratoires. Cette tentative n'a pas produit de résultats notables, au regard de conflits toujours aussi présents et même encore plus violents avec le conflit syrien toujours au cœur des déchirements internes de l'espace musulman (à l'exemple du conflit entre l'Arabie Saoudite, l'Iran ou le Qatar), malgré la défaite inéluctable du projet de califat de Daech. Ces guerres ne peuvent disparaître comme par enchantement à la suite de négociations dans le cadre d'un Sommet multipartite. Peu de marges de manœuvre sont disponibles pour engager des politiques communes entre les pays du Sud et de l'Est. L'un des obstacles les plus puissants au partenariat euro-méditerranéen tient au manque d'orientation et de politiques communes entre les États riverains. L'appartenance de la Turquie à l'Union européenne n'est toujours pas d'actualité, le Maroc a approfondi ses relations bilatérales avec l'UE, alors que l'Algérie reste en retrait, malgré l'importance de ses relations commerciales avec l'Europe.

L'Europe souhaite d'abord améliorer sa sécurité. Cependant, tous les Etats sont pris en otage par le règlement du conflit israélo-palestinien, mais aussi par les ressentiments coloniaux encore vivaces et les griefs entre les Etats contigus (Maroc et Algérie, Tunisie et Lybie, Turquie et Grèce, etc.). En outre, la prise de pouvoir des islamistes dans les pays méditerranéens est considérée comme l'un des principaux risques concernant la sécurité des pays européens, même si son étendue et sa force ne sont pas toujours clairement identifiées. Les mouvements d'extrême droite font état d'une possible coalition de ces forces étrangères avec la population nationale immigrée de même religion. La présence vivante de l'islam face aux Etats laïcs interroge sur la pérennité de la coexistence entre une culture traditionnelle et religieuse vécue comme le ciment sociétal d'un pays et l'évolution inéluctable des sociétés modernes plus ouvertes aux droits des femmes, à la liberté de culte et aux Droits de l'Homme.

## **Le poids économique de la Méditerranée**

Le poids économique des pays limitrophes de la Méditerranée représentaient un peu moins de 8.000 milliards de dollars courants en 2016, si l'on exclut le PIB du Royaume-Uni seulement représenté sur ses rives par Gibraltar, ni celui de la Russie qui n'est pas à proprement parler riverain de la Méditerranée, mais qui peut rejoindre « les mers

---

<sup>5</sup> Ces pays ont été capables, un temps, de reconnaître les Talibans comme force gouvernementale.

chaudes » par le port de Sébastopol<sup>6</sup>. Même si la Turquie ne se sent pas toujours méditerranéenne, elle l'est géographiquement et son importance est considérable avec le contrôle qu'elle exerce sur des Dardanelles et le Bosphore.

Tableau 1 - PIB en milliards de dollars constants et PIB par habitant en parités de pouvoir d'achat (PPA) en 2014 et 2016.

Pays	PIB en milliards de dollars courants <sup>7</sup> en 2014	PIB en milliards de dollars courants <sup>8</sup> en 2016	PIB en milliards de dollars courants PPA (2016)	PIB par habitant (PPA) en 2016 <sup>9</sup>
Albanie	13,2	11,86	32,67	11.9
Algérie	213,5	159,04	565,28	15.0
Bosnie-Herzégovine	18,5	16,91	39,84	12.0
Chypre	22,2	20,05	26,68	32.580
Croatie	57,1	50,71	89,86	23.596
Egypte	301,5	332,79	987,44	11.132
Espagne	1381,1	1237,26	1548,87	36.310
France	2829,2	2465,45	2545,99	42.314
Grèce	235,6	192,69	260,91	26.783
Israël	305,7	317,74	279,36	37.901
Italie	2141,1	1858,91	2103,77	38.161
Liban	45,7	49,60	79,70	13.996
Libye	41,1	ND	ND	ND
Macédoine (2013)	11,3	10,90	27,17	15.121
Malte	9,6	11,00	15,62	37.899
Maroc	110,0	103,61	260,95	7.838
Monaco (2011)	6,1	ND	ND	ND
Monténégro	4,6	4,37	9,79	16.854
Palestine	?	?	?	?
Royaume-Uni	2988,9	2647,90	2574,94	42.609
Syrie	?	?	?	?
Slovénie	49,5	44,71	61,81	32.885
Tunisie	48,6	42,06	122,61	11.599
Turquie	798,4	863,71	1888,94	24.244

Le Produit mondial brut était estimé à 77.500 milliards de dollars (constants 2011), en 2016<sup>10</sup> ; le Produit mondial par habitant est passé de 16.700 à 15.800 dollars (en

<sup>6</sup> Le pays dispose d'importantes façades maritimes, mais la mer Baltique est contrôlée par les détroits du Danemark et les ports sur l'océan glacial Arctique au nord et l'océan Pacifique à l'est sont bloqués par les glaces pendant de longs mois. L'ouverture sur la Méditerranée constitue une priorité pour la défense de la Russie.

<sup>7</sup> Banque mondiale PIB (\$ courants), <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CD>

<sup>8</sup> Banque mondiale PIB (\$ courants), <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CD>

<sup>9</sup> PPP (current international \$)", World Development Indicators database, World Bank. Database updated on 1 July 2017

<sup>10</sup> Central Intelligence Agency (2016), The World Factbook, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/xx.html>. Cette baisse est due principalement à la revalorisation du dollar sur les marchés de change internationaux

parités de pouvoir d'achat)<sup>11</sup> entre 2014 et 2015. Sur cette base, les pays qui bordent la Méditerranée représentent 11,3 % du produit brut mondial.

En 2016, en termes de PIB par habitant en termes parités de pouvoir d'achat, 9 pays méditerranéens ont un PIB par habitant inférieur à la moyenne mondiale, à savoir l'Albanie, la Macédoine, le Monténégro, la Bosnie-Herzégovine, l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, la Libye et l'Égypte. Quatre pays européens sont donc concernés, ainsi que toute l'Afrique du Nord. Le niveau médian du PIB mondial par habitant (en PPA) est équivalent à celui de la Tunisie. Il n'y a donc que trois pays qui se trouvent en dessous de ce niveau, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine et l'Égypte.

Contrairement aux idées reçues, le poids économique de la Méditerranée n'a pas beaucoup perdu de son importance depuis 100 ans. En 1913, les États-Unis et l'Empire britannique (Royaume-Uni compris) produisaient 48,7 % du PIB mondial. En ajoutant la Chine (8,9 %), l'Allemagne et ses colonies (8,8 %), l'Empire Russe (8,6 %), l'Extrême-Orient (4,5 %), l'Amérique latine (3,5 %), il ne restait que 17 % pour le reste du monde. La France, l'Italie et l'Espagne représentaient alors 10,5 % du PIB mondial, contre 8,5 % en 1950, 9,8 % en 1973 et 8,2 % en 2016. Durant cette période, les autres pays riverains de la Méditerranée ont connu aussi un développement important, parsemé de crises diverses en Grèce, en Turquie, en Syrie, en Israël, en Égypte ou au Liban, auxquelles il faut ajouter les « Révolutions vertes » et la guerre civile algérienne. D'un point de vue économique, avec leur adhésion à l'Union européenne, les pays à niveau de développement intermédiaire comme la Grèce, l'Espagne et le Portugal ont d'abord progressé rapidement. Cependant, avec la crise financière, puis économique de 2008, ces pays connaissent de nouvelles et substantielles difficultés économiques.

Les chiffres mettent en évidence la fracture du développement qui sépare les pays méditerranéens. Certaines régions bénéficient de niveaux de vie élevés, quand d'autres ont des situations économiques médiocres et stagnantes. Or, les raisons de cette situation ne portent pas seulement sur les effets « retardés » du colonialisme ou de la puissance de négociation hétérogène des États et des entreprises nationales, elles s'inscrivent aussi dans des conceptions économiques, des croyances et des modes de vie différents. Les régimes politiques eux-mêmes doivent être mis en examen pour comprendre l'importance de plusieurs facteurs handicapants comme la corruption, l'existence d'un système de prédation des richesses nationales par les élites ou les gouvernants, la collusion des firmes multinationales avec les gouvernances nationales ou l'essor incontrôlé de l'économie souterraine<sup>12</sup>. Il faut ajouter aussi les contraintes sécuritaires que suppose le soutien généralement non bénévole des grandes puissances et les aléas historiques de pays freinés par leurs institutions, leurs révolutions abouties ou non, leurs griefs internes ou leurs haines xénophobes. La Méditerranée se présente comme une zone à forte instabilité potentielle.

La question démographique elle-même n'est pas encore maîtrisée, avec des populations (souvent plutôt pauvres) en grande croissance face à des pays (plutôt riches) en décroissance, des pyramides des âges aux formes divergentes, les unes offrant une place excessive au poids de la jeunesse, les autres s'engageant dans le vieillissement et les coûts des retraites. La population des pays entourant la Méditerranée est passée de 332 millions à 485 millions de personnes en un tiers de siècle, soit une progression de 47 % (de 1980 à 2016). Elle représente aujourd'hui 7 % de la population mondiale (7,3 milliards d'individus), pour près de 11 % de la production annuelle dans le monde.

En 1981, la France était le pays le plus peuplé des pays riverains de la Méditerranée ; en 1994 l'Égypte et la Turquie l'ont largement dépassée. Plusieurs pays ont plus que doublé leur population, l'Égypte, Israël et surtout la Syrie, mais celle-ci va sans doute subir le contrecoup de la violente guerre civile qui sévit sur son territoire. Il est aisé de constater que les pays de population à majorité musulmane ont considérablement augmenté leur population, au contraire des pays les plus développés aux taux de croissance démographique très faibles, malgré l'importance de l'immigration.

---

<sup>11</sup> Central Intelligence Agency (2016), The World Factbook, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/xx.html>

<sup>12</sup> Coulomb, F., Fontanel, J. (2006), Mondialisation, guerre économique et souveraineté nationale. In La question politique en économie internationale (pp. 190-201). La Découverte.

Tableau n° 2 - Evolution de la démographie au bord de la Méditerranée (1981, 2000, 2014, 2016)<sup>13</sup>

Pays	1981	2000	2014	2016
Albanie	2,7	3,1	2,89	2,88
Algérie	19,9	31,2	38,93	40,61
Bosnie-Herzégovine	4,2	3,8	3,81	3,52
Chypre	0,7	0,9	1,15	1,17
Croatie	4,6	4,4	4,23	4,17
Egypte	44,5	68,3	89,58	95,69
Espagne	37,7	40,3	46,48	46,44
France	55,6	60,9	66,22	66,90
Grèce	9,7	10,8	10,87	10,75
Israël	4,0	6,3	8,22	8,55
Italie	56,5	58,9	60,79	60,60
Liban	2,6	3,2	4,55	6,01
Libye	3,3	5,3	6,26	6,29
Macédoine	1,9	2,0	2,08	2,08
Malte	0,3	0,4	0,43	0,44
Maroc	20,6	28,9	33,92	35,28
Monaco	0,0	0,0	0,04	0,04
Monténégro	0,6	0,6	0,62	0,62
Palestine	NA	NA	NA	NA
Royaume-Uni	56,3	58,9	64,56	65,64
Syrie	9,3	16,4	22,16	NA
Slovénie	1,9	2,0	2,06	2,06
Tunisie	6,6	9,6	11,0	11,40
Turquie	44,9	63,2	75,93	79,51

Il faut noter aussi les pertes de population dans les pays de l'ancienne Yougoslavie, du fait de la guerre et des migrations qui l'ont accompagnée. Les pays européens sont passés de 176 à 202 millions d'habitants (+ 14 %), les pays de l'Est et du Sud (Turquie comprise) ont augmenté leur population de 156 à 300 millions d'âmes, soit une augmentation de plus de 90 % (il est difficile de comptabiliser aujourd'hui la population de la Syrie). Il en résulte deux types de populations différentes ; au Sud, la population est jeune (âge médian de 18 ans en Algérie)<sup>14</sup>, alors que dans les pays du Nord le vieillissement de la population devient un problème économique et social. Se posera alors, pour les pays du Sud, le problème de la gestion de l'arrivée massive des jeunes générations sur le marché du travail. La question des migrations futures est déjà posée d'un point de vue économique, la réponse à lui apporter sera encore plus cruciale avec le flux de personnes souhaitant échapper à la guerre et retrouver une vie de travail plus sereine. L'analyse des informations statistiques de 2014 et de 2016 montre que, avec la Syrie, neuf autres pays (d'Europe notamment) en proie aux difficultés économiques subissent une perte ou une stagnation de leur population. L'Europe se ferme progressivement, mais les politiques des Etats membres sont hétérogènes. Les gouvernants de ces pays subissent de plein fouet les contestations des citoyens, quelles que soient leurs positions favorables ou non à l'ouverture contrôlée des frontières.

La question de l'aide aux pays les plus pauvres de la Méditerranée n'est toujours pas homogène au plan européen. Globalement, la politique méditerranéenne de l'Union européenne n'offre aux pays du Sud qu'une préférence limitée par rapport aux autres pays non méditerranéens similaires. Plusieurs procédures d'accord ont été engagées depuis 40

<sup>13</sup> Banque mondiale (2016), Population, total, <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.TOTL>

<sup>14</sup> Le Maghreb commence à amorcer la transition démographique, avec une baisse importante du taux de fécondité de ses Etats membres.



ans pour renforcer les échanges commerciaux, promouvoir le développement agricole et industriel et apporter des moyens financiers sous forme d'aide et de prêts, mais les résultats obtenus sont décevants<sup>15</sup>. Les politiques d'aide (apports trop faibles) et de l'immigration n'ont pas fonctionné correctement. Avec l'ouverture des frontières définies dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce, les accords entre les deux rives n'ont pas connu de développements décisifs, la clause de la Nation la plus favorisée réduisant d'elle-même le potentiel des possibilités de négociation des pays du Sud. Les pays du Sud Méditerranée se sont alors inscrits de plus en plus dans le cadre commercial des accords mondiaux. L'Union européenne a surtout œuvré, dans le cadre des limites de la politique agricole commune, à garantir la sécurité alimentaire de la région tout en assurant des débouchés à ses excédents céréaliers.

Dans cette évolution économique des pays de la Méditerranée, il faut rappeler encore le lourd tribut que ses Etats limitrophes ont eu à payer à toutes les guerres<sup>16</sup>, les grandes guerres mondiales bien sûr, mais aussi la guerre d'Espagne, la décolonisation, la « guerre froide » ou l'éclatement de la Yougoslavie. Si les flots de la Méditerranée sont souvent admirés pour leur tranquillité et leur beauté, ses rivages ont souvent été des lieux de violences armées, sociales ou économiques insoutenables.

## **Le poids militaire et les griefs accumulés**

Au XXI<sup>e</sup> siècle, les printemps arabes, le renforcement et l'élargissement des forces djihadistes, le violent conflit qui détruit la Syrie, l'importance des flux migratoires, la crise financière qui touche plusieurs pays méditerranéens (notamment la Grèce, l'Italie ou l'Espagne), les constantes oppositions à l'Etat israélien, la nette tendance à la reconnaissance internationale de l'Etat palestinien ou l'importance stratégique accrue de la Turquie transforment rapidement les ingrédients de la géopolitique méditerranéenne et modifient les équilibres internationaux. Il faudrait rajouter, bien sûr, la question de la Crimée (dont l'absorption par la Russie permet à cette dernière d'être encore plus présente sur les théâtres militaires méditerranéens)<sup>17</sup> et celle des accords sur le nucléaire iranien qui redonne de la vigueur et de l'influence à une grande puissance régionale désormais ouverte et invitée aux négociations internationales. L'espace maritime de la Méditerranée est un lieu de passage, dominé militairement par les armes de dissuasion de l'OTAN. Cependant, depuis quelques années, c'est aussi un cimetière pour de très nombreuses personnes civiles qui fuient les guerres et les violences de toutes sortes qui secouent les rives méditerranéennes.

Le danger terroriste et la violence des griefs nationaux ou internationaux, d'une part, la solidité des alliances et la culture nationale et internationale de la paix, d'autre part, constituent des facteurs importants dans la détermination des efforts sécuritaires nationaux<sup>18</sup>. La sécurité ne se limite pas au secteur militaire, elle concerne aussi le contrôle des forces naturelles (comme les tsunamis), la maîtrise des technologies à risque (énergie nucléaire, traitement de l'information), la gestion des crises économiques fondées sur les mouvements spéculatifs d'un monde globalisé, l'organisation des mouvements démographiques (migrations internationales), la prise en compte des questions environnementales (changement de climat et pollutions), mais aussi, bien entendu, elle dépend des conflits stratégiques entre les grandes puissances ou entre les pays riverains, de l'arme du pauvre du terrorisme et des violences politiques et sociales subies dans un pays (avec les guerres et violences civiles potentielles)<sup>19</sup>.

---

<sup>15</sup> Commission des communautés européennes (1989), Bilan de la politique méditerranéenne de la Communauté I, 10 novembre 1989, l'Europe (1992) Publisud. Paris.

<sup>16</sup> Fontanel, J. (2013), Guerre et économie, les liaisons dangereuses, Questions internationales, n°59, Janvier-Février

<sup>17</sup> Brunat, E., Fontanel, J. (2015), La stratégie internationale et la réforme militaire en Russie, in « Union européenne-Russie : une relation particulière » (Sous la direction de Eric Brunat, Georges-Henri Soutou et Frédéric Turpin), Université Savoie Mont-Blanc, Laboratoire LLSETI, Chambéry. Fontanel, J. (2010), Concept élargi de la sécurité économique, in Politique Economique de la Sécurité Internationale (Jacques Fontanel Ed., L'Harmattan, Paris, 2010

<sup>18</sup> Fontanel, J. (2010), Économie politique de la sécurité internationale. Harmattan, 2010.

<sup>19</sup> OECD. (2004). L'économie de la sécurité. Paris: OECD. Fisher, D. (1993). Nonmilitary aspects of security. A systems approach. Geneva: United Nation, Institute for Disarmament Research,

La Méditerranée reste très présente dans les stratégies militaires des grandes puissances, même si depuis 1991, avec la fin de la menace de l'URSS, son espace est moins sensible à l'expression de la force « in situ » par les grandes puissances militaires. Cependant, la VIe flotte américaine dispose toujours d'une trentaine de bâtiments autour du navire amiral « USS Mount Whitney », un navire amphibie de commandement de classe Blue Ridge, installé dans le port italien de Gaète<sup>20</sup>, dans le Latium, depuis février 2005. Elle ne dispose pas de porte-avions, mais elle participe activement à la surveillance des eaux maritimes, notamment autour du détroit de Gibraltar. La mer Méditerranée est fortement « militarisée ». Pour le gouvernement américain, elle est une voie d'accès importante vers la mer Noire (par les détroits des Dardanelles et du Bosphore gardées par la Turquie), le Proche-Orient et la mer Rouge (par le canal de Suez). Elle constitue un lieu stratégique important, susceptible de participer aux opérations concernant des différends militaires ou diplomatiques avec l'Iran, le Golfe arabo-persique, Israël et l'Afrique du Nord, mais aussi avec la Russie.

Pendant l'été 2008, au moment des Jeux Olympiques de Pékin, lors du conflit entre la Russie et le Géorgie, la flotte américaine est entrée en mer Noire, pour soutenir (surtout moralement) l'allié géorgien. Dans le secteur, elle a le soutien des partenaires de l'Alliance atlantique qui ont le quasi-monopole de la présence maritime en Méditerranée, notamment l'Italie, la France, l'Espagne, la Grèce et la Turquie. Ensemble, ils verrouillent les Détroits, et le Royaume-Uni possède une base militaire à Gibraltar et deux à Chypre. Les accords militaires entre les pays riverains sont nombreux, notamment ceux conclus par la France avec l'Égypte, la Tunisie ou l'Algérie, pays associés à des exercices conjoints. En 1995, la France, l'Italie, le Portugal et l'Espagne ont créé Euromarfor, une force maritime multinationale, capable d'engager des forces navales, aéronavales et amphibies. Sa composition dépend de la mission assignée<sup>21</sup>. Ce n'est d'ailleurs pas la seule flotte américaine disponible dans les parages, car la Ve flotte basée dans le Golfe arabo-persique, au Bahreïn, étend son action sur le Moyen-Orient et l'Asie, de l'Égypte au Pakistan, et donc sur quelques pays riverains de la Méditerranée. Enfin, la Russie a installé d'importantes forces maritimes à Sébastopol, mais elle dispose aussi d'une base militaire dans le port syrien de Tartous. C'est un héritage de la guerre froide, qui a permis à Bachar el-Assad de bénéficier de l'appui quasi inconditionnel de la Russie dans la guerre civile qui ravage la Syrie, mais qui a aussi conduit à la perte, globalement souhaitée par l'ensemble des membres de l'ONU, de Daech.

L'antagonisme systémique longtemps évoqué pour expliquer la guerre froide n'est plus à l'ordre du jour avec l'effondrement de l'Union soviétique et du Pacte de Varsovie. La fin de l'histoire<sup>22</sup> n'est pourtant pas encore pour demain. La démocratie ne s'est pas imposée autour de la Méditerranée et les « effets pervers » (ploutocratie et technocratie dominantes) sont nombreux dans le fonctionnement des pays qui s'en recommandent<sup>23</sup>. Le libéralisme crée des inégalités sans cesse plus grandes, qui rendent les solidarités nécessaires dans la vie quotidienne des citoyens de moins en moins revendiquées. Les dépenses militaires sont un indicateur intéressant, mais parfois trompeur sur l'importance des efforts de défense et sur la militarisation des pays riverains de la Méditerranée<sup>24</sup>. Ainsi, face au terrorisme, les dépenses de défense ne se situent pas nécessairement dans le budget militaire, elles se trouvent aussi dans les ressources financières de plusieurs Ministères

---

UNIDIR. Fontanel, J. (2010), Concept élargi de la sécurité économique, in *Politique Economique de la Sécurité Internationale*, Ed. Jacques Fontanel, L'Harmattan, Paris, 2010.

<sup>20</sup> Il est aussi le navire Amiral du « NATO Response Force » pour les opérations navales européennes et pour le commandement interarmées de Lisbonne.

<sup>21</sup> Elle est principalement dédiée à l'Union européenne, mais elle peut aussi être déployée dans le cadre de l'OTAN ou d'autres organisations internationales permanentes comme l'ONU ou l'OSCE, ou temporaires sur une opération spécifique d'une coalition internationale.

<sup>22</sup> Fukuyama, F. (1992) *The End of History and Last Man*, Free Press, New York.

<sup>23</sup> Coulomb, F., Fontanel, J. (2011), *War and Capitalism*, in *The Marketing of War in the Age of the Neo-Militarism*, Edited by K. Gouliamos and C. Kassimeris, Routledge Advances in Sociology, New York, London, 2011. Coulomb, F., Bensahel, L., Fontanel, J. (2011), Economists' controversies about the causality between war and economic cycles, *Frontiers of peace economics and peace science*, Editors Chatterji, M., Chen Bo, Misra, R., Contributions to Conflict Management, peace economics and development, Vol. 16, Emerald, 2011.

<sup>24</sup> Cars, H. C., & Fontanel, J. (1987). Military expenditure comparisons. In *Peace, defence and economic analysis* (pp. 250-265). Palgrave Macmillan UK. Fontanel, J. (1982). La comparaison de dépense militaire. *Défense Nationale*, 38, 107-121.

(notamment celui de l'Intérieur). Le Tableau n°3 fournit l'importance des efforts militaires des pays du pourtour méditerranéen.

Tableau n°3 - Pourcentage des dépenses militaires par rapport au PIB (années 2000, 2011, 2014, 2015) et dépenses militaires en milliards de dollars constants (2014) en 2015, Sources Banque mondiale et SIPRI

Pays	2000 (SIPRI) <sup>25</sup>	2011 (Banque mondiale)	2014 <sup>26</sup> (Banque mondiale)	2015. SIPRI	Dépenses militaires 2015 (milliards \$)
Albanie	1,2	1,5	1,3	1,1	1,32
Algérie	3,4	4,3	5,6	6,2	10,23
Bosnie-Herzégovine	?	1,1	1,0	1,0	1,62
Chypre	3,0	1,8	1,5	1,8	0,43
Croatie	3,1	1,8	1,6	1,6	0,75
Egypte	2,7	1,9	1,7	1,7	5,36
Espagne	1,7	1,3	1,2	1,2	16,93
France	2,5	2,3	2,2	2,1	60,74
Grèce	3,6	2,5	2,3	2,6	6,10
Israël	7,1	5,9	5,9	5,4	17,51
Italie	2,0	1,7	1,5	1,3	28,46
Liban	5,4	4,1	5,0	4,1	2,24
Libye	3,1	3,6 (en 2012)	8,0	?	3,30
Macédoine	1,9	1,3	1,1	1,1	0,11
Malte (2013)	0,7	0,6	0,6	0,6	0,06
Maroc	2,2	3,3	3,7	3,2	3,74
Monaco	0	0	0	0	0
Monténégro	NA	1,7	1,5	1,6	0,08
Palestine	?	?	?	?	?
Royaume-Uni	2,3	2,3	2,0	2,0	59,73
Syrie	5,5	?	?	?	?
Slovénie	1,1	1,3	1,0	1,0	0,49
Tunisie	1,8	1,6	1,9	2,2	1,08
Puissances présentes					
USA	2,9	4,6	3,5	3,3	595,47
Russie	3,6	3,7	4,6	5,4	91,08

La définition des dépenses militaires fait l'objet de nombreuses hypothèses qui expriment parfois de simples regroupements statistiques sans lien avec des analyses stratégiques. Les opérations de bombardement menées par Bakhtiar El Assad en Syrie relèvent-elles des dépenses militaires ou du budget du Ministère de l'intérieur ? Les statistiques concernant les dépenses de défense font l'objet d'omissions importantes (les milices, la cyber guerre civile, les infrastructures et la recherche-développement duales, etc.)<sup>27</sup>. En outre, les comparaisons internationales sont délicates au regard de l'évolution

<sup>25</sup> SIPRI (2016), Milex data 1988-2015 (2).xlsx

<sup>26</sup> Banque mondiale (2015), Dépenses militaires (en % PIB), <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/MS.MIL.XPND.GD.ZS>

<sup>27</sup> Fontanel, J. (2016), La base de données des dépenses militaires recueillies par l'Organisation des Nations Unies : origine et évolution. Politique Sécurité Européenne et Internationale, n° 2, <http://revel.unice.fr/psei/index.html?id=455>.

Fontanel, J. (1987). A note on the international comparison of military expenditures. In *The economics of military expenditures* (pp. 29-46). Palgrave Macmillan UK.

Cars, H. C., & Fontanel, J. (1987). Military expenditure comparisons. In *Peace, defence and economic analysis* (pp. 250-265). Palgrave Macmillan UK.

des changes flottants, ce qui implique des calculs intéressants, notamment en termes de parité de pouvoir d'achat, mais aussi suffisamment approximatifs pour prêter à des raisonnements erronés. Enfin, elles ne donnent qu'une information incomplète sur les forces en présence, notamment parce que les stocks d'armes jouent un rôle décisif (ainsi en est-il de l'arme nucléaire russe) et que les stratégies militaires influencent l'efficacité des instruments de défense ou de conquête disponibles<sup>28</sup>. Ajoutons que pour une analyse économique plus complète, les coûts d'opportunité relatifs à l'état d'urgence et aux opérations de contrôle devraient être considérés comme des dépenses d'ordre militaire. En outre, ils sont la cause de retards dans les décisions publiques et privées, ce qui réduit la capacité de nouveaux investissements économiques et sociaux tout aussi nécessaires

Au total, 220 milliards de dollars constants (2014) auront été dépensés à des fins militaires par les pays limitrophes de la Méditerranée. Ce chiffre est important, mais en régression par rapport au début du XXI<sup>e</sup> siècle. Il représente entre 14 et 15 % des dépenses militaires mondiales. Ces dépenses sont étrangement faibles au regard de tous les conflits qui ont pollué les rivages de la mer et de l'atmosphère viciée des relations internationales dans le monde. Cependant, la Méditerranée fait l'objet de nombreux contrôles et elle bénéficie d'un intérêt particulier au regard de son importance stratégique pour les voies de navigation nécessaires, notamment pour les hydrocarbures. Les engagements financiers réels sont bien supérieurs aux dépenses globales. Les pays européens bénéficient du rôle tutélaire de l'OTAN, sous contrôle de Washington. Les Etats-Unis et la Russie participent activement à la militarisation de la mer, sans que les chiffres dédiés soient bien connus. Nombreux sont les pays riverains qui bénéficient d'une attitude de « passager clandestin » en termes de sécurité nationale. Ils ne s'engagent que très faiblement dans leur propre défense nationale ; ils attendent, en cas de conflit, une action rapide et décisive de l'OTAN. En outre, les cyber armes ne sont pas financées par les seuls crédits publics, les financements privés dans ce secteur polluent les conditions de la concurrence économique d'autant que leur efficacité s'avère de plus en plus redoutable, soutenue parfois par des organismes publics, comme la NSA (National Security Agency) commandité par Washington<sup>29</sup>.

Par rapport à l'an 2000, tous les pays d'Afrique du Nord ont augmenté leur effort militaire par habitant. Cette constatation est étonnante, car les conflits connaissent aujourd'hui une plus forte intensité, mais elle embrase surtout l'Est et le Sud-Est de la Méditerranée. Pour la Syrie, les dépenses réelles étaient déjà difficilement connues avant la guerre civile, c'est encore plus vrai aujourd'hui. Leur connaissance n'aurait d'ailleurs pas beaucoup de sens si l'on est pas capable de distinguer les efforts financiers de tous les protagonistes de cette guerre civile. Dans ce pays en proie à une guerre civile qui a débordé sur son pays voisin l'Irak, les armées en présence et en opposition sont faiblement structurées. L'existence de Daech constitue un facteur de déstabilisation de toute la zone au regard de sa capacité de nuisance et de destruction sauvage. Jusqu'à présent, les groupes terroristes n'avaient pas pour ambition immédiate de prendre le pouvoir d'Etat, ils s'inscrivaient dans une communication interne ou internationale de refus du système dominant, sans être pour autant en capacité de prendre le pouvoir. Avec Daech, la situation est différente, puisqu'il s'agit de créer un califat, le plus large possible, dans toute la zone allant, dans un premier temps, de la Syrie à l'Irak, voir ensuite à l'ensemble de la communauté musulmane du bord de la Méditerranée. A l'encontre des pays occidentaux, Daech reprend une stratégie purement terroriste, pour obliger les Etats à prendre des mesures de sécurité qui remettent en cause ou réduisent les libertés individuelles. Il s'agit aussi de prendre date et d'obliger le monde musulman à s'engager en faveur d'une revendication indiscutable concernant l'application de la charria, partout dans le monde.

Les autres puissances de la zone ont tendance à diminuer leur effort militaire, comme une lente érosion résignée par les contraintes de la crise économique, malgré la crainte des actes terroristes. Cependant, il faut souligner que l'analyse des déterminants des dépenses militaires implique de nombreuses variables qui ne relèvent pas toujours de la seule conjoncture politique et économique<sup>30</sup>. Les conflits se situent principalement dans

---

<sup>28</sup> La France l'a appris à ses dépens avec la Ligne Maginot qui n'a jamais été attaquée, mais qui a laissé son territoire vulnérable aux chars qui l'ont contournée.

<sup>29</sup> Delesse, C. (2016), NSA, National Security Agency, Editions Taillandier, Paris.

<sup>30</sup> Fontanel, J., & Samson, I. (2008). The determinants of military expenditures, War, Peace and Security, (Fontanel, J. & Chatterji, M. Eds.) Emerald, Bingley, 125-132.

l'Est et le Sud-Est de la Méditerranée, mais les craintes sont aussi exprimées en Afrique du Nord, avec l'affaire du Polisario qui oppose le Maroc et l'Algérie, et la protection des frontières de la Tunisie contre les groupes armés en provenance d'une Libye elle-même en crise humanitaire et guerrière profonde. Les effets des dépenses militaires ont fait l'objet de nombreuses analyses dont il ressort un effet plutôt négatif sur la croissance économique. Cependant, lorsque les dépenses en investissement concernent des matériels et infrastructures militaires produits par les entreprises nationales, l'économie du pays peut bénéficier d'une relance économique non négligeable<sup>31</sup>.

Dans les pays de l'Est méditerranéen, les moyens financiers utilisés sont réduits au regard de l'importance des dommages et des pertes humaines. Le « bang for a buck », met en évidence la capacité destructrice d'une arme compte tenu de son coût<sup>32</sup>. L'arme la plus destructrice n'est pas nécessairement celle qu'il convient de produire ou d'acheter. Au Rwanda, les machettes ont tué cinq ou six fois plus que les bombes nucléaires (devenues des armes d'un « dernier ressort » suicidaire) sur Hiroshima et Nagasaki. Les armes ne peuvent pas être disponibles sans une relation avec une stratégie bien définie grâce à leur complémentarité. Les guerres syriennes, libyennes ou palestiniennes n'utilisent pas les armes les plus sophistiquées. Le terrorisme produit des résultats de destructions importants au regard de l'investissement engagé. Dans ce contexte, la notion de dépense militaire perd un peu de son intérêt face à un nucléaire peu utilisable, une cyber guerre en préparation (mais qui n'est pas financée que par des budgets militaires) et des attentats aux coûts faibles, mais à grande résonance médiatique internationale. Dans ce jeu parfois meurtrier, les grandes puissances participent, contrôlent ou luttent pour leurs intérêts ou ceux de leurs alliés. Plusieurs ensembles géopolitiques sont en liens étroits avec la Méditerranée, comme le monde arabe, la Russie, l'Union européenne dans son ensemble et les Etats-Unis. Ils ne se cachent pas pour tenter d'y jouer un rôle conforme à leurs intérêts.

## Le jeu des grandes puissances

Les deux grandes puissances extérieures (USA et Russie) présentes en Méditerranée ont accru leurs dépenses militaires depuis 2000, mais alors que la Russie continue son « réarmement », le gouvernement des Etats-Unis, du fait de son dégageant sur les théâtres de conflit en Irak et en Afghanistan, semble réduire ses efforts. Cependant, il est probable que son implication dans la Méditerranée reste toujours aussi soutenue, surtout depuis que l'affaire de Crimée a rendu l'arrière des territoires de la base navale de Sébastopol à la Fédération de Russie. Historiquement, la Russie a toujours cherché à conquérir le nord des rivages de la mer Noire, en vue de déboucher sur la Méditerranée et même de conquérir Constantinople, mais les empires ottoman et britannique s'y sont toujours opposés.

La Méditerranée est un lieu traditionnel de conflits. Les foyers de tensions du littoral méditerranéen ont occupé de nombreuses réunions extraordinaires du Conseil de Sécurité de l'ONU, que ce soit pour l'affaire palestinienne, la nationalisation du canal de Suez, les guerres entre les Etats arabes et Israël, la décolonisation des Etats du Sud Méditerranée après de longs conflits guerriers, le terrorisme au Liban, les revendications de la Turquie sur les îles grecques proches, la fracture de Chypre, l'effondrement de la Yougoslavie et la séparation de cet Etat en cinq Etats (Serbie, Croatie, Slovénie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro), l'extension du conflit à la Macédoine elle-

---

<sup>31</sup> Malizard J. (2015a), Does military expenditure crowd-out private investment ? A disaggregated perspective for the case of France, *Economic Modelling*, 46 (April), pp. 44-52. Fontanel, J. (1982). *Military Expenditure and Economic Growth: France, Morocco*. report written for the United Nations. UNO, N.Y.

<sup>32</sup> Fontanel, J. (2016), La sécurité économique et sociétale : pour une conceptualisation humaniste multidimensionnelle, PSEI, Politique de Sécurité Européenne et Internationale, n° 3. <http://revel.unice.fr/psei/index.html?id=822>.

Fontanel, J., & Smith, R. (1985). *Analyse économique des dépenses militaires. Stratégique*, Fondation. Paris.

Fontanel, J., Smith, R. (1985). *L'effort économique de défense*. ARES, n Spécial, Grenoble, Lyon. Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014), For a general concept of economic and human security, in Bellais, R. *The evolving boundaries of defence : an assessment of recent shifts in defence activities*, Emerald, Bingley, U.K., 2014.

même devenue indépendante, l'insurrection albanaise du Kosovo, l'occupation du Liban par la Syrie, l'Intifada, les révolutions arabes ou « vertes », la révolution libyenne, la guerre civile en Syrie, mais aussi, indirectement, le rattachement de la Crimée à la Russie et ses conséquences militaires importantes pour les pays limitrophes. Tout discours sur la Méditerranée ne peut se limiter aux régions littorales stricto sensu. Il est nécessaire parfois de l'élargir aux pays arabes du Golfe persique et à de nombreux Etats de l'ex URSS dont les relations sont de plus en plus nombreuses avec l'exploitation du pétrole, soit par la route commerciale du canal de Suez, soit comme débouché pour les oléoducs et les gazoducs de la Mer Caspienne ou de la Mer Noire. D'ailleurs, les forces de l'OTAN sont intervenues, pour des raisons humanitaires, dans les conflits des Balkans, en Bosnie, au Kosovo et en Macédoine. Elles sont capables de projeter des forces loin de leurs bases, pour soutenir un Etat ou combattre une idéologie jugée dangereuse sans pour autant avoir de visée territoriale pour elle-même, mais pour soutenir une nation contre une autre et pour s'opposer à l'expansion d'une idéologie ou d'un Etat ennemi. La présence depuis plus de cinquante ans de la VI<sup>e</sup> flotte de l'US Navy<sup>33</sup>, et des trois bases navales du Royaume-Uni (deux à Chypre et une à Gibraltar) montre l'intérêt que porte les Etats-Unis et le Royaume-Uni à la géopolitique de la Méditerranée.

Toute l'histoire de la Russie est liée de près ou de loin avec les rives méditerranéennes, dans ses relations conflictuelles avec l'empire Ottoman, mais aussi avec les puissances occidentales. Les forces maritimes de l'ensemble des pays riverains et des Etats-Unis se sont attachées à bloquer la poussée russe vers la Méditerranée. Certes, la Seconde Guerre mondiale a offert de nouvelles opportunités à l'URSS, avec la présence de l'Armée rouge dans les Balkans en 1945. Cependant, cette influence se heurtera à la résistance du gouvernement des États-Unis qui fit simultanément pression sur la Turquie pour obtenir le droit de cogérer avec elle la surveillance des Détroits.

A la suite de ses déconvenues avec la Yougoslavie de Tito, puis avec l'Albanie d'Enver Hodja, l'URSS a perdu la confiance de l'Etat hébreu, ce qui lui permettra de jouer la carte de l'antisionisme, en soutenant l'Egypte de Nasser et la nationalisation du canal de Suez, sous la menace d'une apocalypse nucléaire<sup>34</sup>. Pendant la guerre froide, la Libye, la Syrie, l'OLP et l'Algérie deviendront des relais de l'influence soviétique en Méditerranée. A partir de 1972, l'URSS subit un certain effritement progressif de ses positions, notamment avec l'Egypte de Sadate soutenu par les USA, l'influence américaine dans les négociations sur le conflit israélo-palestinien, la méfiance accrue du monde musulman devant l'invasion russe de l'Afghanistan, l'existence de bases militaires américaines dans la péninsule arabique et la fin programmée de l'Irak de Saddam Hussein.

Avec l'effondrement de l'URSS, la plupart des pays de l'Est ont demandé le rattachement à l'Union européenne et à l'OTAN. La Russie ne dispose plus que de la Syrie comme port d'appui dans la zone méditerranéenne. Le rattachement de la Crimée à sa juridiction lui permet de conserver un accès rapide aux « mers chaudes ». Moscou considère que l'OTAN cherche par tous les moyens à encercler militairement son territoire et à réduire son influence politique dans la zone méditerranéenne, en soutenant des mouvements russophobes formés par des organisations non gouvernementales souvent financées par Washington. Se pose toujours aujourd'hui la question des détroits (Bosphore et Dardanelles) qui restent sous l'autorité de la Turquie, même si les sous-marins nucléaires ne semblent pas toujours repérables dans les eaux profondes des détroits. La Russie n'a pas eu la possibilité de s'installer sur les rives de la Méditerranée, du fait de la politique du « containment<sup>35</sup> » défendue par les gouvernements britanniques, puis américains. Elle veut cependant éviter que, d'un point de vue militaire, la Méditerranée ne soit qu'un « lac américain », stratégie qui s'inscrit dans le prolongement de celle engagée pendant la « guerre froide » par l'URSS<sup>36</sup>.

---

<sup>33</sup> En 1991, lors de la guerre du Golfe, la VI<sup>e</sup> flotte est entrée pour la première fois en action pour obliger l'armée irakienne à évacuer le Koweït.

<sup>34</sup> La France et le Royaume-Uni sont intervenus militairement, mais l'URSS menaçait d'utiliser l'arme nucléaire si ces deux pays ne se retiraient pas immédiatement du théâtre des opérations. Washington, sagement, conseilla à ses partenaires d'abandonner leurs positions. Ce qu'ils firent.

<sup>35</sup> Cette stratégie du containment (endiguement) avait pour objectif d'arrêter l'extension de la zone d'influence soviétique et de contrer toutes les avancées communistes dans le monde.

<sup>36</sup> Avant l'effondrement de l'URSS, elle disposait d'une projection de puissance navale soviétique, l'Eskadra, qui a disparu depuis lors.

Depuis l'ouverture du canal de Suez, la Méditerranée est au centre des échanges commerciaux entre l'Europe et la Chine. La question énergétique est un ingrédient essentiel de la vie géopolitique de la Méditerranée, avec les exportations du pétrole et du gaz algérien et libyen et du gaz d'Égypte. C'est l'une des raisons qui justifient l'intérêt croissant de la Chine dans la région dans le cadre d'une stratégie globale concernant son implantation en Afrique et son intérêt pour l'espace de transit qui lui ouvre le marché de près 500 millions de consommateurs potentiels.

Quant à l'Union européenne, elle a proposé trois projets pour organiser la coopération en Méditerranée. En 1995, le Processus de Barcelone (EuroMed) a organisé un partenariat avec 14 pays du pourtour méditerranéen, fondé sur trois projets intitulés « politique et sécurité », « finances et économie », « société et culture ». Il s'agissait de promouvoir l'intégration économique et les réformes démocratiques avec seize pays voisins de l'Union européenne. En 2004, la Politique européenne de voisinage (PEV) prolongeait le Processus de Barcelone, en suggérant la mise en œuvre de plans coopératifs d'actions avec chacun de ses voisins, notamment méditerranéens. Il s'agissait d'une politique « volontariste » de l'UE, en vue d'améliorer les relations économiques, politiques et stratégiques avec ses voisins proches ou plus éloignés. En 2008, l'Union pour la Méditerranée (UpM) a proposé, dans un cadre intergouvernemental de 43 pays<sup>37</sup>, avec l'Union Africaine et des organisations internationales, la mise en place de coopérations « ad hoc » sur des projets concrets.

La volonté politique initiale de coopération au co-développement méditerranéen a été rapidement annihilée par le problème récurrent des territoires occupés par Israël. Les réunions techniques elles-mêmes ne débouchent pas, car les décisions doivent être prises à l'unanimité. Il serait nécessaire de déconnecter l'organisation politique de cette Union, pour ne retenir que les modalités d'action concrètes en faveur du développement économique et de la protection de l'environnement.

L'Europe cherche à pacifier l'espace méditerranéen, mais avec une réussite aléatoire. Toutes ces initiatives, destinées à faire de cette mer un espace de paix, de coopération, de prospérité et de démocratie, n'ont obtenu que des résultats modestes au regard des enjeux et des moyens engagés. La superposition et l'articulation discutable des cadres témoignent de l'efficacité limitée des projets précédents, elle donne aussi l'impression d'une série d'échecs successifs. L'Union pour la Méditerranée, qui s'est perdue dans les conflits du Proche Orient, prévoyait l'établissement d'un partenariat égalitaire entre les deux rives, sur la base de projets concrets, jugés nécessaires, concernant notamment la démocratisation du pourtour méditerranéen, la coopération économique ou la gestion des flux migratoires. Cependant, un accord qui suppose la coopération de la Tunisie de Ben Ali et de l'Égypte de Moubarak n'est pas nécessairement bien perçu aujourd'hui par les peuples concernés. Les rivalités de pouvoir sont trop persistantes pour espérer des situations de bon voisinage sur l'ensemble du pourtour maritime. Les tensions géopolitiques en Méditerranée ne se manifestent pas seulement sur le terrain en Palestine, dans les Balkans, en Algérie, en Libye ou en Tunisie, mais aussi de façon beaucoup plus générale entre les opinions publiques : les pays arabes accusent « l'Europe » de ne pas avoir renoncé aux méthodes coloniales<sup>38</sup>, de maintenir le monde musulman dans le sous-développement et de protéger le sionisme.

Les pays du Sud notamment sont devenus très méfiants devant les propositions de l'Union européenne, et les pays du Nord de l'Europe témoignent d'une préférence pour une aide en faveur des pays de l'Est européen, membres de l'UE. Cependant, malgré les aspirations des peuples à plus de démocratie avec les révoltes populaires arabes, l'horizon de ces pays reste encore très conflictuel, quelle que soit l'importance des valeurs communes de l'Islam. Les « révolutions vertes » témoignent d'une aspiration à plus de démocratie et à une ouverture vers une responsabilité commune pour le développement économique des pays du rivage méditerranéen. Cependant, si le Maroc, l'Algérie, Israël

---

<sup>37</sup> Elle comprend les 28 pays membres de l'Union européenne (UE), l'Algérie, les Balkans (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro), l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Mauritanie, Monaco, la Palestine, la Syrie, la Tunisie et la Turquie. Son Secrétariat Général se situe à Barcelone.

<sup>38</sup> Les colonisations européennes, qui ont suivi le démantèlement de l'empire ottoman au début du XXe siècle, ont été plutôt tardives et finalement relativement courtes, 25 années au Proche Orient. L'Algérie (1830), la Tunisie et l'Égypte ont été colonisées par la France et la Grande-Bretagne au XIXe siècle. Suivent en 1920 la Syrie, le Liban, la Palestine, la Jordanie et l'Irak.

ou la Turquie ont maintenu leurs régimes politiques, souvent contestés par les citoyens européens, la Libye et la Syrie plongent dans des guerres civiles effroyables. La Tunisie, le Liban, la Palestine ou l’Égypte souffrent des violences du voisinage ou/et de tensions internes qui favorisent soit la mise en place de régimes autoritaires, soit l’émergence d’une situation impliquant un état d’urgence prolongé.

Les critiques concernant les propositions européennes mettent en avant le volontarisme de Bruxelles. La démarche affichée comme partenariale souffre d’un sentiment d’ingérence dans les affaires internes des pays en faveur des valeurs occidentales et d’une note négative concernant la faible implication de l’Europe dans le règlement du conflit israélo-palestinien. Le soutien aux révolutions arabes se tourne contre l’Europe, à la fois pour son intervention, mais aussi pour ses implications en termes de sécurité et de migrations. « L’Europe a eu les capacités logistiques et militaires et a utilisé des milliards pour bombarder la Libye et, une fois le désordre installé dans le pays, a laissé les populations livrées à elles-mêmes. C’est tout à fait indigne et inacceptable<sup>39</sup> ». C’est toute l’ambiguïté de ces initiatives européennes, car l’aide du Nord est assortie inévitablement de valeurs qu’elle considère souhaitable, mais que ne partagent pas nécessairement les gouvernements en place. Une démarche plus « inconditionnelle » pourrait être engagée sur les questions de santé, d’éducation, de sécurité alimentaire et même d’emplois (pour éviter notamment les migrations économiques).

## **Quatre défis pour la paix en Méditerranée**

Quatre problèmes vont sans doute être l’occasion de nouveaux conflits en Méditerranée, nommément les puits d’hydrocarbures, la rareté de l’eau, la pollution et les migrations. Il s’agit de chercher à trouver rapidement des réponses concertées.

### ***Les hydrocarbures***

Le bassin méditerranéen présente un grand intérêt géostratégique du fait qu’il constitue une voie d’accès essentiel pour les principales réserves mondiales d’hydrocarbures dans la région du Moyen-Orient et du Golfe. Les pays riverains consomment principalement du pétrole, du gaz et du charbon, avec une progression régulière du gaz naturel. La région méditerranéenne est sollicitée pour l’installation d’oléoducs et de gazoducs. Les divergences d’intérêts entre les États-Unis et la Russie d’une part, l’Iran, la Turquie, le Qatar et l’Arabie saoudite d’autre part, explique la montée des tensions et l’émergence de conflits dans cette région qui se remet difficilement des bouleversements engendrés par les « Printemps arabes ». Les propositions différentes d’itinéraires de pipelines entre les États-Unis et la Russie témoignent de l’importance des projets concurrents et de leurs poids géopolitiques. Moscou a réussi à empêcher la construction du gazoduc Nabucco, qui aurait débouché en Italie, en développant deux projets concurrents North Stream qui relie la Russie à l’Allemagne et South Stream qui passe à travers la mer Noire jusqu’à la Bulgarie et se divise ensuite entre la Grèce et le sud de l’Italie, d’une part, la Hongrie et l’Autriche, d’autre part.

L’Algérie (comme la Libye) est un membre « historique » de l’Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)<sup>40</sup>. Le pétrole est la source principale des recettes d’un Etat rentier, lesquelles sont alors très sensibles aux fluctuations du prix des hydrocarbures ; il représente 95 % des exportations du pays et il influence considérablement la croissance économique d’un pays qui n’est cependant toujours pas encore sorti de la catégorie des pays en développement. La Libye dispose des plus grandes réserves recensées de pétrole d’Afrique, mais depuis la chute de Kadhafi l’industrie pétrolière est fortement affectée par la prise de contrôle des terminaux par les djihadistes, par la maintenance insuffisante des infrastructures dédiées et par la lutte clanique pour l’appropriation des richesses potentielles. L’Égypte exporte du gaz naturel, malgré les besoins domestiques en forte augmentation et en relation avec la croissance démographique.

---

<sup>39</sup> Diop, S.J. L’Europe ne peut pas faire payer aux Africains les conséquences du chaos libyen ! Jeune Afrique, 22 Avril. <http://www.jeuneafrique.com/230251/politique/souleymane-jules-diop-l-europe-ne-peut-pas-faire-payer-aux-africains-les-cons-quences-du-chaos-libyen>.

<sup>40</sup> Fontanel, J. (1995), Organisations économiques internationales, Masson, Paris.



La découverte récente d'importants gisements de pétrole et de gaz attise les convoitises de plusieurs pays frontaliers. La situation énergétique des pays riverains est en pleine évolution. Les découvertes de réserves de gaz naturel et de pétrole offshore en Méditerranée orientale modifient la carte énergétique et géopolitique du bassin dans son ensemble<sup>41</sup>. Le « Geological Survey Fact » a estimé à 9700 milliards de mètres cubes de gaz et 3,4 milliards de barils de pétrole en réserve dans la région<sup>42</sup>. Aujourd'hui, plusieurs projets de forages existent, susceptibles de remettre en cause les équilibres déjà menacés par les guerres des pays limitrophes. Avant le conflit, la Syrie était géographiquement une destination intéressante pour le transit énergétique du gaz du Moyen-Orient vers l'Europe. En outre, elle possède les plus importantes réserves de pétrole du Levant. Fin 2013, une entreprise russe, SoyuzNeftGaz, a signé un accord concernant l'octroi d'une licence d'exploration gazière et pétrolière offshore pour une période de 25 ans. Aujourd'hui, il est difficile de connaître la pérennité d'un tel contrat signé par le régime de Hafez el-Assad. D'autres ressources sont supposées disponibles dans la ZEE syrienne, mais au regard de la guerre civile elles ne sont pas encore prouvées. Cependant, les acteurs en conflit souhaitent garder ou prendre le contrôle des sites de production pétroliers pour s'approprier les avantages économiques afférents. Le conflit en Syrie n'échappe pas aux tensions économiques qui opposent les acteurs de la région, d'autant plus qu'il s'agit d'un territoire finalement plus riche en ressources énergétiques que prévu.

Depuis sa création en 1948, l'autosuffisance énergétique était inimaginable pour l'État d'Israël. Pendant le printemps arabe, le gazoduc livrant le gaz égyptien à Israël avait été la cible de sabotages répétés et de perturbations. Or, la découverte de gisements offshore de gaz (estimés à 3 452 milliards de mètres cubes) et de pétrole (1,7 milliards de barils de pétrole) de Tamar (en 2009) et de Léviathan (2010) en Méditerranée orientale<sup>43</sup> (ce qui représente 1% des réserves planétaires recensées) a profondément modifié la donne. « Les deux principaux champs gaziers israéliens sont celui de Tamar, exploité depuis mars 2013, et celui de Léviathan, dont Israël espère démarrer l'exploitation en 2017-2018. La compagnie américaine Noble Energy est le principal opérateur en charge de l'exploitation de Tamar et de la mise en valeur de Léviathan. Ces réserves de gaz permettent à Israël d'envisager l'indépendance énergétique et même de devenir un pays exportateur de gaz »<sup>44</sup>. Dès 2013, Gazprom, qui s'est aussi positionné sur Léviathan, a acheté le gaz israélien de Tamar pour 20 années d'exploitation et a financé les infrastructures nécessaires. La découverte de gisement de gaz par Israël a été le point de départ d'un conflit géoéconomique avec le Liban, pays qui fait valoir auprès de l'ONU qu'une partie du champ gazier se trouve dans les eaux territoriales de sa Zone Économique Exclusive (ZEE). Cependant, Israël n'a jamais ratifié la Convention des Nations Unies de 1982 sur le Droit de la mer attribuant les droits sur les ressources sous-marines. Les deux pays n'ont pas signé d'accord de délimitation maritime et revendiquent chacun une zone de 850 km<sup>2</sup> au large de leurs côtes. Si les puits d'extraction sont indubitablement situés sur le territoire israélien, le gisement s'étend aussi dans les eaux territoriales du Liban. Le gouvernement des États-Unis est intervenu en faveur du Liban, ce qui est un facteur de tensions nouvelles dans la région.

La société russe Gazprom a engagé une opération similaire avec Chypre (gisement Aphrodite de 200 milliards de mètres cubes), pour une vente sur le marché européen. Cependant, Ankara conteste la propriété exclusive du gisement Aphrodite à la République de Chypre et souhaite que celui-ci soit partagé avec la République turque de Chypre Nord, reconnue par la seule Turquie.

L'exploitation du gaz de la Méditerranée réveille les convoitises au regard de son grand intérêt économique. Les pays bénéficiaires sont susceptibles de devenir des exportateurs d'énergie. De ce fait, un nouveau centre de conflits s'installe entre les États riverains, comme s'il n'y en avait pas déjà suffisamment. L'Iran et le Qatar avaient chacun

---

<sup>41</sup> Nabli, B. (2015), *Géopolitique de la Méditerranée*, Paris, Armand Colin, 2015.

<sup>42</sup> US Department of the Interior, « Assessment of Undiscovered Oil and Gas Resources of the Levant Basin Province, Eastern Mediterranean », US Department of the Interior, U.S. Geological Survey Fact Sheet 2010–3014, mars-avril 2010.

<sup>43</sup> US Department of the Interior, « Assessment of Undiscovered Oil and Gas Resources of the Levant Basin Province, Eastern Mediterranean », US Department of the Interior, U.S. Geological Survey Fact Sheet 2010–3014, mars-avril 2010.

<sup>44</sup> Nabli, B. (2016), *La géopolitique des hydrocarbures en Méditerranée*, IRIS Analyse, 18 Mars, <http://www.iris-france.org/73847-la-geopolitique-des-hydrocarbures-en-mediterranee/>

envisagé la construction d'un gazoduc vers le littoral syrien pour exploiter et commercialiser North Dome, leur gisement commun. En fait, Damas a préféré le projet iranien à celui du Qatar. Ce choix lui a permis de maintenir son alliance stratégique avec la Russie et avec l'Iran. Cette décision a sans doute été un facteur important de la guerre en Syrie pour le contrôle stratégique d'un Etat trop proche de Moscou. Aujourd'hui, l'Iran est l'allié de la Syrie d'Assad, et le Qatar soutient ceux qui combattent le régime<sup>45</sup>. Ce n'est cependant sans doute pas la seule raison de ces choix d'alliances. De même, Israël utilise la fourniture d'électricité pour contrôler la Cisjordanie et la bande de Gaza, tout en incitant l'installation des populations juives sur ces territoires. Cette pression économique et sociale est difficile à supporter, elle comporte des risques sécuritaires et politiques non négligeables à terme<sup>46</sup>. Enfin, la plus grande inquiétude existe concerne la menace que l'exploitation des hydrocarbures en Méditerranée fait peser sur les écosystèmes d'une mer semi fermée.

### ***La rareté de l'eau***

L'accès à l'eau est un enjeu géopolitique incontestable. Les pays limitrophes de la mer ne sont pas égaux face au climat et à l'hydrométrie. Les pays tempérés du Nord reçoivent plus des deux tiers de cette ressource naturelle vitale. La France, l'Italie et la Turquie reçoivent la moitié du total des précipitations. Les Pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (PSEM) sont très inquiets face à une pénurie de l'eau, aggravée par une demande croissante en provenance du tourisme, de l'industrie, des terres irriguées et d'une population de plus en plus nombreuse. 180 millions de Méditerranéens seront concernés d'ici à 2025. Le changement climatique devrait même accélérer ce processus. En 2035, plus de 250 millions de personnes, ceteris paribus, devront réduire leur consommation à moins de 1000 mètres cubes par an. Aujourd'hui, en Egypte, Israël ou Malte, les prélèvements en eau avoisinent ou excèdent le volume annuel moyen de ressources naturelles renouvelables (indice supérieur à 80 %). En 2015, un pays sur trois a consommé plus de 50 % du volume annuel de ses ressources naturelles en eaux renouvelables. Dans ces conditions, l'eau deviendra une ressource rare et, de ce fait, elle va devenir un facteur essentiel de sécurité nationale et de développement économique. Les pays doivent réinventer leurs modes de gestion des ressources d'eau, mais aussi des risques hydrologiques. Des situations de conflits risquent de naître, alors même que l'histoire de l'humanité n'a jamais conduit à une guerre au seul motif d'un conflit concernant l'exploitation de l'eau<sup>47</sup>.

La Convention de l'ONU (1997) sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation n'est pas toujours respectée, notamment parce qu'elle n'est pas toujours équitable. Au Moyen-Orient, la rareté de l'eau a provoqué quelques escarmouches entre les Etats. Le fleuve Litani oppose le Liban et Israël et le Jourdain concerne la Jordanie, Israël, la Syrie, Israël et les territoires palestiniens de Cisjordanie. Le « Plan Bleu »<sup>48</sup> se propose d'améliorer la situation hydrologique par une meilleure gestion de l'eau, laquelle est trop souvent gaspillée ou souillée inutilement ; il s'agit aussi de réduire les pertes consécutives au transport et modifier certaines infrastructures d'irrigation, pour des économies estimées à 25 % de la demande. Les accords juridiques internationaux ne sont pas souvent explicites et ils sont souvent cyniquement violés. A terme, la loi du plus fort risque d'être appliquée, notamment par un recours aux armes, car l'eau est indispensable à la vie humaine.

---

<sup>45</sup> La question pétrolière peut avoir joué un rôle, mais les alliances paraissent surtout liées à des questions politiques, stratégiques et philosophiques (voire religieuses pour l'Iran).

<sup>46</sup> Amsellem, D. (2014), Israël-Palestine : une géopolitique de l'électricité, Hérodote, 4<sup>e</sup> trimestre.

<sup>47</sup> Certains analystes considèrent que la Guerre des Six Jours a été, au moins partiellement, provoquée par une question d'accès à l'eau entre les belligérants.

<sup>48</sup> « L'objectif du Plan Bleu est de contribuer à sensibiliser les acteurs concernés et les décideurs méditerranéens aux problématiques liées à l'environnement et au développement durable de la région en leur fournissant des scénarios pour l'avenir de manière à éclairer la prise de décision.. (II) a pour mission de fournir aux Parties contractantes des évaluations de l'état de l'environnement et du développement en Méditerranée et un socle solide de données, statistiques, indicateurs et évaluations concernant l'environnement et le développement durable leur permettant d'étayer leurs actions et leur processus décisionnel. » Décision IG. 19/5 de la 16<sup>ème</sup> Conférence des Parties à la Convention de Barcelone pour la protection de la mer et du littoral (Marrakech, 2009), <http://planbleu.org/fr/activites/eau>

### ***L'environnement et la pollution***

Dans l'avenir, la Méditerranée devra faire face à une pollution accrue, susceptible de poser des problèmes très graves pour une activité essentielle, le tourisme, et pour la qualité de vie des riverains. Tous les problèmes politiques sont susceptibles d'être réglés par convention. Cependant, si cette mer commune touche les intérêts de chaque Etat, ceux-ci n'en ont pas la même interprétation des priorités. Les pays du Sud souhaitent l'utiliser à des fins économiques, les pays du Nord insistent sur la qualité de l'environnement. Les conflits entre Etats peuvent naître de situations dans lesquelles certains pays ne se conforment pas aux règles souhaitées (par convention ou non) et polluent ensuite les activités des pays voisins.

La pollution de la Méditerranée croît chaque année<sup>49</sup>. La population urbaine a progressé de près de 50 millions d'habitants en 50 années, dont le quart seulement sur la Côte Nord. L'essor de mégapoles comme Barcelone, Athènes, Istanbul, Le Caire, Alexandrie et plus de 90 villes de plus de 300.000 habitants n'a pas toujours fait l'objet d'un plan d'urbanisme maîtrisé, respecté ou même disponible dans l'organisation des villes, ce qui rend les politiques de lutte contre la pollution encore plus coûteuses et difficiles à mettre en place. La mer subit, en outre, des pollutions industrielles nombreuses, comme les PCB (Polychlorobiphényle) reposant dans les sédiments des fleuves, le mercure déposé, les dépôts de supports matériels de l'économie immatérielle (portables, PC, etc.) ou les hydrocarbures charriés par les fleuves aux rives industrialisées (textile, engrais, chimie, cimenterie) débouchant en Méditerranée. En l'absence d'une législation internationale et de filières de recyclage ad hoc, les pollutions s'installent, sans limite. L'usage excessif des pesticides dans l'agriculture, dont les installations de stockage sont souvent insuffisamment protégées en cas de fortes pluies, constitue une autre source forte de pollution. La surpêche déséquilibre la chaîne alimentaire, le chalutage détruit les fonds des zones riches en biotopes, et l'aquaculture mal contrôlée (antibiotiques ou transmission d'épizootie) est un facteur aggravant. En outre, la Méditerranée subit un trafic maritime très dense, caractérisé par le gigantisme des navires de tourisme et des pétroliers. L'exploitation des hydrocarbures va s'accroître considérablement dans les prochaines années, avec les risques d'accidents industriels toujours possibles et le déport vers le fond de la mer des opérations de traitement des fluides, dans une mer semi fermée. Le Bassin méditerranéen concentre le tiers du tourisme mondial, provoquant un urbanisme littoral démesuré au regard des besoins réels des résidents et une tension concernant l'utilisation excessive et prioritaire de l'eau à des fins luxueuses (piscines, golfs, par exemple) pendant les périodes d'étiage.

L'ampleur de la tâche est considérable. Les milieux marins sont inégalement explorés au Sud, mais aussi dans les grands fonds. Le niveau de pollution du bassin dépend des politiques menées en interne par les Etats, mais aussi des politiques d'ensemble conduites sur cet espace. Or, les efforts des gouvernements pour mettre en œuvre un droit répressif ou pour remplir les obligations des accords internationaux sont insuffisants. La Convention de Barcelone de 1976 (« Plan d'action Méditerranée » ou PAM) gère 10 protocoles de lutte antipollution conclus entre les 21 Etats, mais ses résultats sont sans doute mitigés, notamment parce que les informations ne sont pas toujours disponibles. L'Union européenne cherche à mettre en place un droit de l'environnement, notamment avec le soutien financier de la Banque Européenne d'Investissement (BEI). Si le durcissement de la réglementation (surtout sur la rive Nord) peut améliorer la protection de la Méditerranée et réduire les conflits entre les Etats, quatre facteurs importants ne manquent pas d'inquiéter, les effets du changement climatique<sup>50</sup>, la sécurité de l'exploitation des plateformes pétrolières ou gazières, la progression de la pression anthropique (population croissante, minéralisation des sols côtiers, accroissement de la production de déchets) et la rareté de l'eau. Dans ce contexte, les conflits d'intérêt pourront conduire aussi à des mesures de coercition favorables à la belligérance.

---

<sup>49</sup> Sénat La pollution de la Méditerranée : état et perspectives à l'horizon 2030, M. Roland Courteau, Rapport n° 652 (2010-2011), <http://www.senat.fr/rap/r10-652/r10-652.html>

<sup>50</sup> Les températures sur la zone ont augmenté de 2 degrés en moyenne pendant ce dernier siècle, ce qui a accru la salinité de la Méditerranée. Le réchauffement et la baisse de la pluviométrie peuvent conduire à une modification des espèces marines, à une diminution de l'eau douce pure, une transformation des courants marins, une modification de la chaîne alimentaire, la menace de calcification des mollusques, crustacés et coraux

### ***Les migrations et les guerres***

La violence meurtrière des conflits en Libye, en Irak et en Syrie a favorisé l'essor des migrations vers l'Union européenne. Ces guerres n'offrent guère la possibilité aux victimes de se conduire en citoyens et de défendre un système politique dans lequel elles pourraient retrouver une qualité de vie correspondant à leur philosophie ou à leurs croyances religieuses. Elles sont à l'origine de la plupart de ces flux migratoires, mais d'autres sources d'immigration « sauvage » viennent les renforcer en provenance de nombreux pays dont les conditions de vie sont devenues économiquement, politiquement ou socialement particulièrement difficiles. L'humanité a fait d'immenses progrès dans les « sciences dures », mais elle est incapable de faire progresser les sciences sociales de la « vie ensemble » au même rythme.

Depuis la Libye ou la Turquie, les migrants sont entassés clandestinement par les bateaux de réseaux criminels. Naufrages et drames humains suscitent de nombreuses critiques, voire la mise en accusation de l'Europe (l'UE et ses États membres), avec des points de vue contradictoires. Il n'empêche que la Méditerranée a été le lieu de drames insoutenables, une véritable fosse commune d'individus en quête de liberté et de nourriture. L'intervention militaire en Libye (de mars à octobre 2011) est souvent accusée d'être le point de départ et la cause première de ce phénomène migratoire. Si elle a eu d'incontestables effets déstabilisateurs, les guerres, les conflits civils et la misère sont des facteurs qui ont, historiquement, toujours conduit les victimes à trouver d'autres lieux jugés plus cléments. La part des migrants libyens est moindre que celle des Syriens ou des populations venant d'Afrique ou d'Asie<sup>51</sup>, d'Afghanistan, voire même du Pakistan. Concernant le conflit syrien, les grandes puissances (Russie, Europe et États-Unis) se sont opposées sur la question du pouvoir syrien et la non-intervention n'a pas empêché l'importance des migrations. Cette fois, la non-ingérence a été évoquée, sans que les États comprennent les nouveaux risques et les menaces qui allaient bientôt concerner directement le Vieux Continent.

Le problème géopolitique des migrations dépasse les moyens et la volonté de chacun des États membres de l'UE. La politique du « chacun pour soi » et le rejet des accords de Schengen ne sont pas en soi des réponses efficaces. Cependant, l'Union européenne ne peut pas nécessairement faire correspondre sa politique migratoire aux aspirations d'arrivée des personnes originaires d'autres continents. La préservation des équilibres internes et la prise en compte des intérêts et des problèmes spécifiques de la population des pays d'accueil sont aussi nécessaires. Les actions engagées par l'Europe face à ce déferlement de personnes déracinées n'ont pas toujours été à la mesure des enjeux. Le « système de défense » de l'Union européenne comporte trois volets. D'abord, une protection renforcée de la frontière Schengen ; ensuite, une politique d'externalisation coûteuse du contrôle aux frontières des pays non membres de l'UE chargés de contrôler et d'empêcher les déplacements de migrants ; enfin, la mise en place de centres de rétention destinés à regrouper les migrants en vue de les rapatrier, de force si nécessaire, vers leurs pays.

Le 20 avril 2015, la Commission européenne a présenté dix propositions, parmi lesquelles une intervention militaire chargée de saisir ou de détruire les bâtiments des trafiquants d'êtres humains destinés au transport des migrants<sup>52</sup>. Une intervention militaire avec l'OTAN pourrait même est engagée, à condition d'avoir le soutien du Conseil de Sécurité de l'ONU<sup>53</sup>. La Commission propose aussi de renforcer la coopération entre les organisations Europol, Frontex, l'EASO (Bureau européen d'appui en matière d'asile) et Eurojust (unité de coopération judiciaire de l'Union européenne), afin de réunir l'information nécessaire à une action d'ensemble contre les réseaux criminels. Rappelons que Poseidon, déployé en Grèce pour surveiller les flux migratoires en provenance de la Turquie, a vu sa mission prolongée dans le temps et élargie. Dans ce cadre, des moyens financiers ont été demandés par la Grèce à Frontex, car ce pays ne dispose pas de

---

<sup>51</sup> En dépit des discours optimistes sur le réveil de l'Afrique, la démographie, le sous-développement, les guerres civiles, la corruption et l'impéritie des dirigeants conduisent inéluctablement à de nouveaux flux migratoires à destination de l'Europe.

<sup>52</sup> Une opération similaire (Atalante) avait été conduite en 2008 au large des côtes somaliennes pour lutter contre les pirates.

<sup>53</sup> Cependant, il ne semble pas qu'une telle opération obtienne l'unanimité du Conseil de Sécurité.

capacités d'hébergement suffisantes pour un nombre croissant de migrants. Enfin, Eurosur, système d'information sur la surveillance des frontières extérieures de l'UE, est opérationnel depuis 2013. Cependant, le déploiement de nouveaux moyens maritimes ne suffiront pas. Paradoxalement, les opérations de surveillance engagées par les pays européens (« mare Nostrum » en Italie, opération Triton<sup>54</sup>) ont contribué à développer les transports de bâtiments délabrés en partance des côtes libyennes, car les États ont désormais l'obligation de secourir les naufragés. Les réseaux criminels ont ainsi sécurisé leur trafic.

D'autres mesures ont été prises, comme la préparation des opérations de patrouille et de défense sous la couverture de l'ONU ou le soutien financier à la Tunisie, à l'Égypte, au Soudan, au Mali et au Niger pour les aider à contrôler leurs frontières, à prévenir les flux migratoires irréguliers et à négocier le retour des immigrés dans leur pays natal. Il faudrait cependant que l'Europe et ses États membres cessent de soutenir des gouvernements corrompus en vue d'exploiter les matières premières stratégiques de leurs pays. Mais c'est un tout autre problème, aussi grave, bien sûr.

## Conclusion

Après avoir été le cœur de la civilisation de l'humanité, la Méditerranée s'enfonce dans les guerres, les crises économiques, les migrations incontrôlées. Elle a perdu ses repères économiques dans le processus de la globalisation économique qui s'est invitée depuis l'effondrement de l'Union soviétique<sup>55</sup>.

Aucun pays n'est exempt de difficultés structurelles, dont les effets sont plus ou moins graves, mais perturbent le fonctionnement des sphères économiques et politiques de ses membres et réduisent leur potentiel de négociation et d'action. Les principales plaies sont :

- Plusieurs pays vivent avec un fort endettement public et une croissance insuffisante pour réduire le chômage (France, Italie, Espagne, Italie, Portugal) ou éviter la paupérisation (Grèce). Ils ne peuvent pas toujours s'opposer à la libéralisation sauvage qui favorise les pollutions et les gaspillages autour de la Méditerranée

- Les pays des Balkans n'ont pas encore entièrement soldés l'éclatement de la Yougoslavie et ils disposent d'une économie encore fragile et d'un niveau de vie de leurs citoyens relativement faibles au regard des standards internationaux.

- Malte, Chypre, Monaco ou Gibraltar qui vivent de leur situation de paradis fiscal vont sans doute subir des mesures de rétorsion devant l'excès de leurs comportements<sup>56</sup>.

- La Turquie est redevenue une grande puissance régionale, mais son régime politique n'est pas particulièrement soutenu par l'ensemble de la communauté internationale. Le « coup d'Etat » de 2016 a permis à Erdogan d'éradiquer les contestations les plus violentes et de « normaliser » le rôle de l'armée turque et des fonctionnaires. Les médias internationaux n'hésitent pas à accuser le pouvoir central d'une purge à très grande échelle en vue d'écarter des institutions publiques tous les opposants au gouvernement. Du fait de l'importance d'Istanbul dans les enjeux stratégiques de l'ensemble de la région, les grandes puissances n'ont que faiblement réagi aux décisions d'Erdogan, malgré ses attaques frontales au regard du respect dû aux droits de l'homme et à une politique stratégique complexe et non dénuée d'arrière-pensée qui en fait un allié parfois encombrant et peu fiable.

- La Syrie et le Liban subissent les effets d'une guerre « chaude », alors qu'Israël et la Palestine sont en guerre « chaude » ou « froide » selon les événements. La reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël par les États-Unis constitue sans doute une nouvelle bombe à retardement politique dont les effets à long terme sont potentiellement belligènes, malgré les menaces de Donald Trump concernant l'aide humanitaire américaine apportée

---

<sup>54</sup> En novembre 2014, l'agence européenne [Frontex](#) a engagé l'opération Triton, en remplacement de l'opération italienne Mare Nostrum, avec un budget de 35 millions d'euros. Elle est destinée à soutenir l'Italie pour lutter contre l'afflux de migrants par voie maritime. Ses fonds ont été triplés en avril 2015.

<sup>55</sup> Coulomb, F., & Fontanel, J. (2006). 13. Mondialisation, guerre économique et souveraineté nationale. In *La question politique en économie internationale* (pp. 190-201). La Découverte Paris. Fontanel, J. (2005). *La globalisation en analyse: géoéconomie et stratégie des acteurs*. Editions L'Harmattan, Paris. Fontanel, J., Bensahel, (2003). *Guerre et économie, les liaisons dangereuses*. in, *Guerre et économie*, Lorot et Daguzan ed., Ellypses, Paris.

<sup>56</sup> Fontanel, J. (2016), *Paradis fiscaux, pays filous, à paraître Economica*, Paris.

aux Palestiniens. Le choix entre le beurre et le canon n'a que très rarement été posée avec autant de cynisme.

- L'Égypte n'a pas pu éviter le retour à un pouvoir autoritaire, alors que la Libye s'enfoncé dans des luttes fratricides de clans pour un pouvoir très affaibli. Leurs économies souffrent de cette situation explosive.

- La Tunisie doit faire face à la crise économique consécutive aux menaces de terrorisme qu'elle subit, malgré sa volonté affirmée de maintenir une vie démocratique.

- L'Algérie et le Maroc sont dirigés de main de fer, mais les dirigeants ne peuvent plus cacher l'essor des affaires de corruption au plus haut niveau de l'État. En outre, la croissance très limitée du niveau de vie des Marocains et Algériens ne manque pas d'interroger sur la capacité des gouvernements à éradiquer à la fois une pauvreté toujours aussi étendue à l'intérieur de ces pays et la croissance soutenue d'une population aux avenir personnels pour le moins incertains.

La Méditerranée et les pays qui la bordent subissent aujourd'hui de nombreux dangers, aussi graves que ceux qui aujourd'hui bouleversent leur vie. Ils concernent les questions de civilisation, de guerre constante, d'intolérance, de dictatures, de corruptions, de migrations incontrôlées, de terrorisme international et de crise économique. Des efforts existent dans le cadre de l'Union européenne, mais ils sont bien trop faibles pour venir en aide aux pays en développement sur l'autre versant de la Méditerranée. Plusieurs conditions doivent être réunies pour que ces territoires ne subissent pas une pression accrue sur leur qualité de vie, d'ailleurs très différenciés selon les États. Sans le recul de l'intolérance la guerre sera toujours présente. Elle trouve sa source dans les inégalités économiques, l'essor des pensées fascisantes, le refus de la fraternité encouragée par un système économique globalisé tourné vers la seule performance économique, le mépris des libertés individuelles et collectives, la soif du pouvoir et la cupidité revendiquée. La « guerre » des civilisations<sup>57</sup> s'annonce si les États ne mettent pas toute leur volonté à l'éviter. Elle commencera là où la démocratie et les valeurs philosophiques humanistes ont commencé, autour de la Méditerranée.

L'Histoire de l'humanité n'est pas un « fleuve tranquille ». L'économie pèse sur les conflits. Les économistes et les autres chercheurs en sciences sociales doivent se rappeler qu'ils doivent prendre en compte toutes les interactions humaines et sociales de leurs propositions, car parfois la solution optimale « ceteris paribus » produit des effets pervers, avec des violences économiques et sociales inacceptables<sup>58</sup>, comme en témoigne toute l'histoire du bassin méditerranéen.

## Bibliographie

Amsellem, D. (2014), Israël-Palestine : une géopolitique de l'électricité, Hérodote, 4<sup>e</sup> trimestre.

Banque mondiale (2015), PIB (\$ courants), <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CD>

Banque mondiale (2015), PIB per capita, <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.PCAP.PP.CD>

Banque mondiale (2016), Population, total, <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.TOTL>

Banque mondiale (2015), Dépenses militaires (en % PIB), <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/MS.MIL.XPND.GD.ZS>

Brunat, E., Fontanel, J. (2015), La stratégie internationale et la réforme militaire en Russie, in « Union européenne-Russie : une relation particulière » (Sous la direction de Eric Brunat, Georges-Henri Soutou et Frédéric Turpin), Université Savoie Mont-Blanc, Laboratoire LLSETI, Chambéry.

---

<sup>57</sup> Economists Allied for Arms Reduction (Organization), Fontanel, J., Sen, A., Klein, L. R., & Arrow, K. J. (2003). Civilisations, globalisation, guerre: discours d'économistes. Presses universitaires de Grenoble.

<sup>58</sup> Fontanel, J. (1993), Economistes de la paix, avec Tinbergen, Galbraith, Klein, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

- Cars, H. C., Fontanel, J. (1987). Military expenditure comparisons. In Peace, defence and economic analysis (pp. 250-265). Palgrave Macmillan UK.
- Central Intelligence Agency (2016), The World Factbook, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/xx.html>.
- Commission des communautés européennes (1989), Bilan de la politique méditerranéenne de la Communauté I, 10 novembre 1989, l'Europe (1992) Publisud. Paris.
- Coulomb, F., & Fontanel, J. (2006). Mondialisation, guerre économique et souveraineté nationale. In La question politique en économie internationale (pp. 190-201). La Découverte Paris.
- Coulomb, F., Fontanel, J. (2011), War and Capitalism, in The Marketing of War in the Age of the Neo-Militarism, Edited by K. Gouliamos and C. Kassimeris, Routledge Advances in Sociology, New York, London, 2011.
- Coulomb, F., Bensahel, L., Fontanel, J. (2011), Economists' controversies about the causality between war and economic cycles, Frontiers of peace economics and peace science, Editors Chatterji, M., Chen Bo, Missra, R., Contributions to Conflict Management, peace economics and développement, Vol. 16, Emerald, 2011.
- Delesse, C. (2016), NSA, National Security Agency, Editions Taillandier, Paris.
- Diop, S.J. L'Europe ne peut pas faire payer aux Africains les conséquences du chaos libyen ! Jeune Afrique, 22 Avril. <http://www.jeuneafrique.com/230251/politique/souleymane-jules-diop-l-europe-ne-peut-pas-faire-payer-aux-africains-les-cons-quences-du-chaos-libyen/>
- Economists Allied for Arms Reduction (Organization), Fontanel, J., Sen, A., Klein, L. R., & Arrow, K. J. (2003). Civilisations, globalisation, guerre: discours d'économistes. Presses universitaires de Grenoble.
- Fontanel, J. (1982). Military Expenditure and Economic Growth: France, Morocco. report written for the United Nations. UNO, N.Y.
- Fontanel, J., Smith, R. (1985). L'effort économique de défense. ARES, n°Spécial, Grenoble, Lyon.
- Fontanel, J., Smith, R. (1985). Analyse économique des dépenses militaires, Stratégique, Fondation, Paris.
- Fontanel, J. (1987). A note on the international comparison of military expenditures. In The economics of military expenditures (pp. 29-46). Palgrave Macmillan UK.
- Fontanel, J. (1993), Economistes de la paix, avec Tinbergen, Galbraith, Klein, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.
- Fontanel, J. (1995), Organisations économiques internationales, Masson, Paris.
- Fontanel, J., Borissova, I., & Ward, M. (1995). The principles of arms conversion in the case of Russia. Defence and peace economics, 6(3), 237-251
- Fontanel, J. (2005). La globalisation en analyse: géoéconomie et stratégie des acteurs. Editions L'Harmattan.
- Fontanel, J., & Samson, I. (2008). The determinants of military expenditures. War, Peace and Security, (Fontanel, J. & Chatterji, M. Eds.) Emerald, Bingley, 125-132.
- Fontanel, J. (2010), Concept élargi de la sécurité économique, in Politique Economique de la Sécurité Internationale (Jacques Fontanel Ed., L'Harmattan, Paris, 2010
- Fontanel, J. (2010), Économie politique de la sécurité internationale. Harmattan, 2010.
- Fontanel, J. (2013), Guerre et économie, les liaisons dangereuses, Questions internationales, n°59, Janvier-Février
- Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014), For a general concept of economic and human security, in Bellais, R. The evolving boundaries of defence : an assessment of recent shifts in defence activities, Emerald, Bingley, U.K., 2014.
- Fontanel, J. (2016), La base de données des dépenses militaires recueillies par l'Organisation des Nations Unies : origine et évolution. Politique Sécurité Européenne et Internationale, n° 2, <http://revel.unice.fr/psei/index.html?id=455>
- Fontanel, J. (2016), La sécurité économique et sociétale : pour une conceptualisation humaniste multidimensionnelle, PSEI, Politique de Sécurité Européenne et Internationale, n° 3. <http://revel.unice.fr/psei/index.html?id=822>.
- Fontanel, J. (2016), Paradis fiscaux, pays filous, à paraître Economica, Paris
- Fukuyama, F. (1992) The End of History and Last Man, Free Press, New York.
- Maïla, J. (1997), « Mare Nostrum », Etudes, Février, page 44.

Malizard J. (2015a), Does military expenditure crowd-out private investment ? A disaggregated perspective for the case of France, *Economic Modelling*, 46 (April), pp. 44-52.

Nabli. B. (2015), *Géopolitique de la Méditerranée*, Paris, Armand Colin, 2015.

Nabli, B. (2016), *La géopolitique des hydrocarbures en Méditerranée*, IRIS Analyse, 18 Mars, <http://www.iris-france.org/73847-la-geopolitique-des-hydrocarbures-en-mediterranee/>

OECD. (2004). *L'économie de la sécurité*. Paris: OECD. Fisher, D. (1993). *Nonmilitary aspects of security. A systems approach*. Geneva: United Nation, Institute for Disarmament Research, UNIDIR.

Plan Bleu (2010), *Décision IG. 19/5 de la 16ème Conférence des Parties à la Convention de Barcelone pour la protection de la mer et du littoral (Marrakech, 2009)*, <http://planbleu.org/fr/activites/eau>

Sénat *La pollution de la Méditerranée : état et perspectives à l'horizon 2030*, M. Roland Courteau, Rapport n° 652 (2010-2011), <http://www.senat.fr/rap/r10-652/r10-652.html>

SIPRI (2016), *Milex data 1988-2015 (2).xlsx*

US Department of the Interior, « *Assessment of Undiscovered Oil and Gas Resources of the Levant Basin Province, Eastern Mediterranean* », US Department of the Interior, U.S. Geological Survey Fact Sheet 2010–3014, mars-avril 2010.